

Après la publication de « Liberté chrétienne et libération »

« UN DOCUMENT POUR DÉPASSIONNER LE DÉBAT »

INTERVIEW DE Mgr BENEDITO DE ULHOA VIEIRA, VICE-PÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE DU BRÉSIL

Vice-président de la Conférence épiscopale brésilienne (CNBB) depuis 1983, Mgr Benedito de Ulhoa Vieira évoque pour *la Croix*, à la lumière du second document sur la théologie de la libération (1), les grands défis lancés à cette Église. 65 ans, un sourire et une simplicité toutes brésiliennes, Mgr de Ulhoa Vieira a été recteur du grand séminaire, puis vice-président de l'Université catholique de Sao Paulo. Professeur de théologie dogmatique, ex-auxiliaire du cardinal Arns, archevêque d'Urberaba, il a consacré tout son temps à la pastorale des jeunes.

Le nouveau document de la Congrégation pour la Doctrine de la foi s'adresse à toute l'Église universelle. Quel écho particulier trouvera-t-il au Brésil?

— Lors du récent bilan de notre visite *ad limina* avec la Curie romaine, Jean-Paul II a dit qu'il plaçait beaucoup d'espoirs en notre Conférence épiscopale, car nous pouvons apporter beaucoup à l'Église universelle. Nous ne prétendons pas avoir une influence sur le monde, mais le fait d'être l'évêque le plus nombreux donne à nos choix pastoraux une certaine résonance, d'autant que l'Église du Brésil est très vivante, tonifiée par un dialogue constant avec le peuple, surtout avec les pauvres. Une grande diversité géographique et culturelle caractérise nos diocèses. 5 000 kilomètres séparent le nord du sud du pays. Mais deux temps forts nous réunissent : le plan pastoral national et l'assemblée générale, du 8 au 18 avril. Durant ces dix jours de prières et d'études se manifeste une vie fraternelle très dense. Notre réflexion est centrée cette fois sur les exigences chrétiennes pour la future Constitution du Brésil : le droit à la vie, à la terre, à l'éducation, à l'information et les libertés syndicales sont des domaines concernant l'Église au premier chef.

— Comment trouvez-vous le nouveau document sur la liberté chrétienne et la libération?

— Ce document est très intéressant. Nous espérons qu'il portera beaucoup de fruits chez nous. La Congrégation pour la Doctrine de la foi a bien compris la nécessité de mieux étudier la théologie de la libération sous un jour positif. Si l'analyse marxiste a pu inspirer de loin en loin certains courants, ces derniers sont vraiment marginaux. Un chrétien ne devient pas marxiste en mettant le doigt sur un

L'effort de comprendre la volonté de Dieu

péché social. Peu avant la sortie de ce document, le Pape nous a affirmé que la théologie de la libération est non seulement orthodoxe mais nécessaire. Cela ne me surprend pas du tout. Les positions de Jean-Paul II sont bien connues. Il suffit de reprendre ses discours au Brésil en 1980, à propos de la promotion des travailleurs, des paysans, des exclus en général. Eh bien, la plupart de ses interventions contenaient beaucoup d'éléments de la

théologie de la libération. Je pense que ce second document sur la libération chrétienne va dépassionner le débat et surtout reposer la question dans ses justes limites. L'Église n'est crédible que si elle lutte contre les injustices.

— Quelle est votre définition de la théologie de la libération?

— C'est un effort de comprendre, à la lumière de la Révélation, la volonté de Dieu qui veut que les hommes soient tous frères et ne subissent pas d'oppression physique, morale ou économique. Il n'est pas juste qu'une infime minorité possède quasi tout et que beaucoup n'aient rien à manger. Prenons le cas de la région du Nordeste, où vivent 32 millions de Brésiliens : 68 % des propriétaires terriens ont des

Les communautés de base renouellent la paroisse

exploitations de moins de 10 hectares. Pourtant, elles n'occupent que 5 % de la superficie totale de la terre. Par contre, 0,5 % des propriétaires possèdent plus de 1 000 hectares et occupent ensemble 38 % du territoire du Nordeste. L'Église ne peut rester passive devant ces graves déséquilibres. Les statistiques nous aident aussi à comprendre les sources de la pauvreté, du péché. Le gouvernement a promulgué un décret pour la réforme agraire. Ce n'est pas le meilleur, mais le possible.

L'Église appuie cette résolution car nous voyons là une rédemption des paysans privés du moindre carré de terre. Notre campagne de Carême portait d'ailleurs sur le thème : *Terra di Deos, terre di imans*, terre de Dieu, terre des frères. Certes, nous avons les gros propriétaires sur le dos. Ils ont tort de croire qu'on veut leur voler leurs terres. L'expropriation prévue par le gouvernement ne vise que les latifundia improductifs. L'Église doit conscientiser les hommes car l'ignorance est à la fois la cause et la conséquence des injustices sociales. La vérité rend libre, cela suppose de faire reculer l'ignorance. Or, le Brésil compte 30 millions d'analphabètes pour 130 millions d'habitants. L'évêque a créé un mouvement d'éducation de base (MEB) pour alphabétiser les jeunes, notamment au Nordeste, avec de petites radios.

— Quel est le rôle des communautés de base?

— Il faut parler de Communautés ecclésiales de base (CEB). C'est d'abord dans leur cadre que nous réalisons l'option pour les pauvres. Les CEB naissent de plusieurs manières.

Parfois spontanément, parce qu'il faut résoudre un problème d'eau ou de lumière. Le peuple se rencontre et après cette victoire commune médite sur Dieu, sur la Bible. Ainsi naît une communauté. Dans ma banlieue, j'en ai bâti 18 en cinq ans.

— Les CEB se substituent-elles à la paroisse classique?

— Bien au contraire, les CEB la renouvellent, la réinventent. Les paroisses sont reliées au réseau des CEB, sortes de paroisses décentralisées. Le Pape nous a dit la grande confiance qu'il fonde dans la croissance de ces communautés. Elles sont nées dans les années 60, dans un climat de terreur, de catacombes. La dictature avait détruit toute trace d'organisation sociale, les syndicats, les partis, les mouvements populaires. Les CEB poursuivent la reconstitution d'un tissu de vie civile et sociale. Le Concile leur a fourni un merveilleux appui doctrinal en faisant de la communion du Peuple de Dieu l'essence de l'Église.

— Avez-vous un message particulier pour les chrétiens d'Europe?

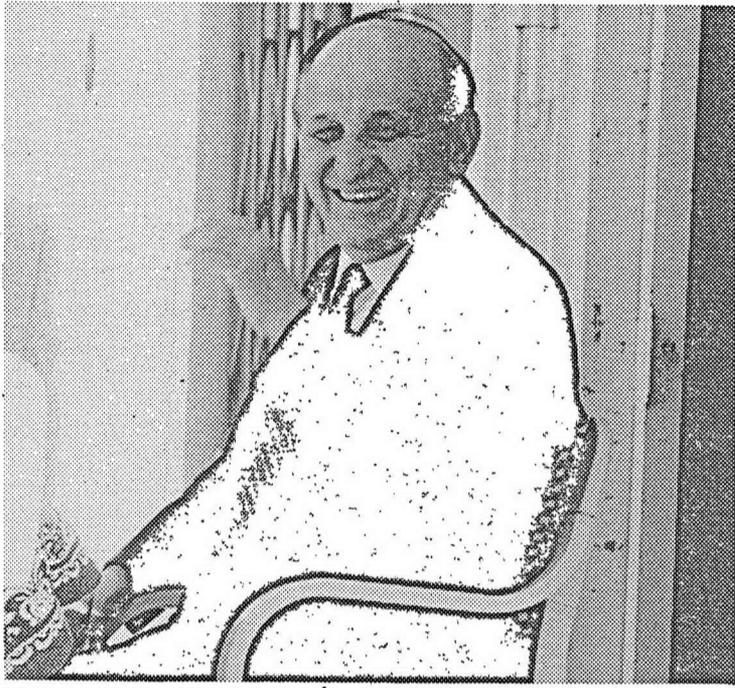
— C'est un message de paix et de fraternité mais aussi un appel à s'ouvrir toujours plus aux pauvres et aux affamés du tiers monde. Les Européens font déjà beaucoup mais ils semblent vivre dans un superflu peu évangélique. J'ai suggéré que des évêques européens viennent au Brésil, comme l'a fait le cardinal Danneels, par exemple. Le primat de Belgique a visité notre pays, vu et entendu puis il a écrit de très belles pages sur l'Église du Brésil. Le cardinal Martini est venu lui aussi découvrir notre situation en profondeur en 1985. Par contre, un autre cardinal est venu à Sao Paulo pour donner une conférence mais est reparti le soir même en Europe, sans visiter un seul diocèse. Trop de travail l'attendait chez lui, c'est dommage. Le cardinal Gantin viendra présider, le 18 avril, une cérémonie de notre Assemblée générale.

Recueilli par
Georges MATTIA

(1) LA CROIX l'Événement a publié l'intégralité du document dans son édition datée des 6-7 avril.

Communisme à la bulgare

TODOR JIVKOV L'IMMUABLE



■ Todor Jivkov, 74 ans, dirige l'État et le PC bulgares depuis trente-deux ans. (Photo Gamma.)

On prend le même et on recommence. Telle est bien la devise des communistes bulgares qui viennent de tenir à Sofia leur 13^e Congrès et qui ont unanimement réélu à leur tête Todor Jivkov.

Bon pied, bon œil, toute sa tête, Todor Jivkov est, à 74 ans, le plus ancien dirigeant à son poste de tous les pays communistes de l'Est européen. Il y a trente-deux ans qu'il dirige l'État et le parti.

Totalement aligné sur Moscou, il a tout avalé et digéré, de la déstalinisation à la débéréjnisation. Pourtant, on ne donnait pas cher de lui depuis l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir. C'est que les Soviétiques n'ont pas ménagé leurs critiques au petit frère bulgare, depuis un an. Moscou a critiqué la mauvaise qualité des produits bulgares, la gestion économique du pays. Gorbatchev avait fait état de « questions épineuses » entre les deux pays. Bref, on disait Jivkov en disgrâce.

Il a en tout cas senti le vent qui soufflait du froid. Car, dès janvier dernier, il restructurait l'économie bulgare et mettait en place une équipe d'hommes jeunes, des technocrates dans la cinquantaine dont l'un d'eux, Tchéoudimir Alexandrov, 49 ans, appa-

des entreprises bulgares restera limitée.

Pas question non plus d'une économie de marché à la hongroise. C'est l'État qui continuera de fixer les prix. Toutefois, les entreprises auront davantage d'autonomie pour décider du nombre des personnes employées, de leurs rémunérations.

Et T. Jivkov a été très ferme dans la brève allocution de clôture pour mettre en garde ceux qui voudraient résister aux changements, ceux qui ont l'habitude « de donner des ordres et non de diriger ». Il a reconnu que les besoins de la population n'étaient pas satisfaits et il a lancé un appel à la discipline qui s'était fortement relâchée au cours des dernières années.

On a cependant remarqué un ton nouveau au Congrès. La Bulgarie, qui vit dans l'ombre de Moscou, serait en train de redécouvrir un patriotisme propre. Le sentiment national a été exalté. Peut-être faut-il situer ce sentiment patriotique dans le contexte international d'un pays dont la réputation a été mise à mal.

Le retour à Sofia de Sergueï Antonov, acquitté pour insuffisance de preuves dans le procès sur l'attentat contre le Pape, a été un événement national en Bulgarie à la veille du Congrès.

D'autre part, la Bulgarie supporte mal les vives critiques dont elle est l'objet de la part d'Ankara et d'Amnesty International pour sa politique d'assimilation forcée de l'importante minorité musulmane turque, 900 000 personnes, soit 10 % de la population. Les citoyens bulgares d'origine turque sont, en effet, contraints de changer leurs noms; ceux qui résistent sont parfois tués ou emprisonnés, selon le rapport d'Amnesty International qui possède l'identité de 250 personnes ainsi arrêtées.

Le sursaut national s'explique donc et Jivkov espère ne pas avoir lancé en vain un vibrant appel « aux patriotes bulgares ». De quoi faire sourciller Gorbatchev.

Noël DARBROZ

LE PARTI

Nous avons reçu au titre du droit deux lettres suivantes. L'une de Minade, secrétaire général du Parti

Jacques Cheminade, secrétaire général du POE, nous écrit :

Je viens de prendre connaissance de l'article intitulé « Suède : l'heure des soupçons » publié dans votre quotidien daté du 19 mars 1986. Cet article met gravement en cause le Parti ouvrier européen (POE) et entre dans le cadre d'une vaste campagne dirigée contre nous. Nous vous demandons donc, conformément à la loi, d'apporter un rectificatif dans vos prochaines éditions.

Le POE dément catégoriquement toute information ayant paru dans la presse parlée ou écrite qui le lie, d'une manière ou d'une autre, à l'assassinat du premier ministre suédois, M. Olof Palme. A l'heure où l'individu soupçonné de complicité dans l'assassinat de M. Palme vient d'être libéré, la campagne de presse « à l'américaine » contre le POE, reposant sur des accusations lancées sans la moindre preuve et reprises sans les vérifications d'usage par divers organes de presse, dont le vôtre, apparaît comme un montage destiné avant tout à nous nuire. Bref, cette campagne ne fait pas honneur à ceux qui l'ont relayée.

1. Soupçonné de complicité dans

D'autre part, Lyndon Hermyle Larouche, Jr, président du National Democratic Policy Committee, écrit :

Je viens de prendre connaissance de votre article intitulé « L'apocalypse selon Lyndon LaRouche », paru dans votre numéro du 25 mars 1986.

Cet article, signé Yves Pitette, relève de la désinformation ou, à tout le moins, de la mauvaise information.

Aussi, sans préjudice de poursuites, je vous serais reconnaissant de bien vouloir insérer cette lettre dans votre prochain numéro, conformément aux textes sur le droit de réponse.

ANNONCES

DEUXIÈME INSERTION

Suivant acte sous seing privé du quatorze juin mil neuf cent quatre-vingt-cinq, enregistré à Paris-18^e, « La Goutte d'Or », le même jour, bordereau n° 122, case 8,

Monsieur Robert, Jean CATAYS, demeurant à Ayrolles (12500) ESPALION,

a cédé à :

Madame Françoise VAVASSEUR, demeurant à Paris-18^e, au 63, rue de la Chapelle,

Un fonds de commerce de café-hôtel-restaurant, situé et exploité à Paris-18^e, au 63, rue de la Chapelle, à l'enseigne de GRAND HOTEL DU ROND-POINT, R.C.S. Paris A 315 195 271, moyennant le prix de deux cent quatre-vingt mille francs s'appliquant uniquement aux éléments incorporels.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications légales au siège du fonds, 63, rue de la Chapelle, Paris-18^e.

Suivant acte reçu le 28 FÉVRIER 1986 par M^e Michel DUCAMP, notaire à PARIS-8^e, 18, rue de la Pépinière, enregistré à PARIS-8^e RECETTE PRINCIPALE EUROPE-ROME, le 10 mars 1986, N° 46, case 1.

La société à responsabilité limitée dénommée « JD COUTURE SPORT ET TRICOT » au capital de 20000 francs dont le siège social est à PARIS-15^e, 32, rue Lecourbe, imma-